

La Turquie en Afrique : une stratégie d'affirmation

Par Maha Skah

Résumé

Les rivalités entre les puissances semblent acquérir une ampleur inédite en ces temps de crise, se déclinant, plus que jamais, dans le domaine de l'influence. A l'instar de nombreux Etats, la Turquie s'est également saisie de la crise du Covid-19 pour distiller son Soft Power et faire montre d'un activisme renouvelé sur la scène internationale. Cette offensive diplomatique s'inscrit dans un contexte plus large de quête d'une visibilité accrue sur le continent africain. Ce Policy Brief revient sur la dimension stratégique de la diplomatie turque en Afrique, son contexte d'apparition, l'institutionnalisation progressive des relations turco-africaines et ses instruments de Soft Power, qu'ils soient de nature économique, sécuritaire ou religieuse.

Introduction et éléments de contexte

Les rivalités entre les puissances semblent acquérir une ampleur inédite en ces temps de crise et se déclinent, plus que jamais, dans le domaine de l'influence. A l'instar de nombreux Etats, tels que la Chine ou la Russie, la Turquie s'est également saisie de la crise du Covid-19 pour distiller son Soft Power et faire montre d'un activisme renouvelé sur la scène internationale.

Si la gestion de la crise sanitaire en interne a été émaillée de cafouillages, les autorités turques se sont appliquées pour illustrer une certaine ténacité dans la conduite des affaires extérieures et diplomatiques. Objectifs : récupérer la place qui reviendrait au pays au rang des grandes puissances, en poursuivant une politique étrangère audacieuse et en s'érigeant en pays fidèle « à une longue tradition humanitaire aux pays en difficulté », prêt à partager ses ressources et son expérience.

Le 25 mars, le président Erdogan avait annoncé que 17 des 69 pays ayant fait appel à la Turquie avaient reçu de

l'aide, y compris des pays européens, comme l'Espagne et l'Italie.¹ Le 24 avril, les médias turcs rapportaient qu'Ankara avait envoyé de l'aide et des fournitures médicales à plus d'une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et les pays des Balkans.² Loin d'être anodine, cette information, au goût de « revanche symbolique »³, sert à rallier le soutien d'une population désillusionnée dans un pays en proie à une polarisation exacerbée et une situation économique particulièrement dégradée.

Depuis le déclenchement de la pandémie, les autorités turques ont souhaité se montrer confiantes, indiquant que la situation était sous contrôle, tout en s'empressant d'envoyer des fournitures médicales « soigneusement mises en scène » dans de nombreux pays, y compris en Libye, en Tunisie, en Somalie, en Guinée, ou encore au Lesotho. Simultanément, et en dépit de la crise sanitaire, la Turquie continue d'appuyer militairement les forces loyales au Gouvernement d'Accord national (GAN) en Libye, causant même un « renversement du rapport de force » au détriment de l'Armée nationale libyenne (ANL).⁴ En réalité, cette offensive de la diplomatie turque s'inscrit dans un contexte plus large de quête d'une visibilité accrue sur le continent africain, que le pays veut aujourd'hui consolider.

Affaibli, en interne, par la perte cinglante des élections municipales de mars 2019, au profit de l'opposition du Parti républicain du peuple (CHP) et par la scission au sein du Parti de la Justice et du Développement (AKP) qui s'en est suivie – notamment marquée par le départ retentissant de deux de ses proches – le président Erdogan n'a ménagé aucun effort pour tenter d'accroître son prestige à l'internationale et pour brandir la menace sécuritaire comme motif de ralliement national. D'abord, avec l'invasion du nord-est de la Syrie, en octobre 2019, ensuite, en envoyant des troupes en Libye en janvier dernier, et enfin avec l'annonce, fin février 2020, que la Turquie ne respecterait plus l'accord de 2016 pour prévenir un afflux de migrants à la frontière avec

l'Union européenne (UE). Cette diplomatie opportuniste a valu à la Turquie des relations houleuses à la fois avec les États-Unis – notamment depuis l'achat des missiles antiaériens russes –, avec l'Union européenne au sujet de la question migratoire, et avec son allié russe sur le dossier Syrien, où chacun défend des intérêts divergents. L'intensification du conflit en Libye, ainsi que le déploiement d'une diplomatie sanitaire volontariste sur le continent, peuvent se lire comme une tentative de sortir de l'isolement géopolitique. La Turquie chercherait à étendre sa zone d'influence sur le continent africain, au-delà de la région de l'Afrique de l'Est et de la Corne d'Afrique, où le pays est déjà bien implanté.

Institutionnalisation des relations turco-africaines

Les relations turco-africaines remontent traditionnellement à l'époque de l'Empire ottoman, c'est-à-dire entre le XVII^{ème} et le milieu du XIX^{ème} siècles. Si ce dernier était principalement présent en Afrique du Nord et dans certaines parties de la Corne de l'Afrique, les Ottomans avaient aussi su entretenir des liens forts avec de nombreux pays du continent. Depuis deux décennies, les relations avec l'Afrique constituent l'une des principales orientations de la politique étrangère turque.

En décembre 2019, lors d'une réunion organisée sous l'égide du Conseil turc des relations économiques extérieures, la ministre du Commerce, Ruhsar Pekcan annonçait que « 2020 sera l'année de l'Afrique pour la Turquie »⁵. Une annonce révélatrice de l'intérêt singulier que le pays accorde au continent africain – destination de l'équivalent de 16 milliards de dollars d'exportations en 2019⁶.

La Turquie avait, en premier lieu, souhaité élargir sa présence économique en Afrique, avec l'adoption d'un plan d'expansion, en 1998, et la tenue de sommets de coopération pour la promotion du commerce. En 2003, un premier programme fut adopté par l'AKP instaurant une « Stratégie pour améliorer les relations économiques avec l'Afrique » qui visait à accroître les

1. "Erdogan says Turkey will overcome coronavirus in 'two-three weeks'". *Hurriyet Daily*. 26 March 2020. Accessed 27 April 2020.

2. "Turkey provides medical aid to 53 countries to tackle coronavirus pandemic". *Daily Sabah*. 24 April 2020. Accessed 27 April 2020.

3. "Coronavirus: Erdogan joue à fond la diplomatie du masque". *Journal de Montreal*. 14 April 2020. Accessed 27 April 2020.

4. Bobin, Frederic. "Guerre en Libye : le maréchal Haftar affaibli par l'implication croissante des Turcs". *Le Monde*. 17 April 2020. Accessed 27 April 2020.

5. Ergocun, Gokhan. "2020 to be Africa year for Turkey, says trade minister". *Anadolu News*. 9 December 2019. Accessed 27 April 2020.

6. "We will increase our trade volume with African countries to \$50billion". *Presidency of Republic of Turkey*. 26 January 2020. Accessed 27 April 2020.

parts de la Turquie dans le commerce avec l'Afrique et y promouvoir l'insertion de ses petites et moyennes entreprises. L'institutionnalisation des relations turco-africaines avait ainsi débuté avec le premier Sommet International Turquie-Afrique, organisé en 2005, suivi de la première visite officielle d'un premier ministre turc en Afrique Sub-saharienne, avec deux visites hautement symboliques en Ethiopie et en Afrique du Sud. Au cours de la même année, la Turquie obtenait le statut d'observateur au sein de l'Union africaine (UA) et ouvrait le premier bureau africain de son agence pour la coopération internationale et le développement (Tika) à Addis Abeba. Cette dernière possède, aujourd'hui, une vingtaine de bureaux à travers le continent et agit dans le cadre d'activités de renforcement des capacités dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'environnement ou encore des infrastructures.⁷ L'année 2005 a, en outre, été déclarée « Année de l'Afrique » – soit un an avant l'année de l'Afrique en Chine et cinq ans avant la France.⁸

En 2008, se tenait le premier Sommet de Coopération Turquie-Afrique à Istanbul, tandis que la Turquie était déclarée « partenaire stratégique » par l'Union africaine. Sa demande de candidature pour devenir membre de la Banque africaine de Développement (BAD) est acceptée la même année, avant que le pays n'y adhère en 2013. En 2014, le second Sommet de Coopération Turco-Africain à Malabo, en Guinée Equatoriale, est suivi de l'annonce d'un plan couvrant la période 2015-2019 visant à promouvoir davantage la coopération turco-africaine dans tous les domaines d'activité. À ce jour, aucune annonce officielle n'a été faite au sujet du troisième sommet de ce type, qui devait se tenir en avril 2020,⁹ mais sera assurément reporté compte tenu de la pandémie du Covid-19.

Multiplication des visites officielles

Au fil des ans, Erdogan s'était positionné comme le dirigeant non africain le plus présent sur le continent.

7. Idriss, Moustapha Abdelkerim. "Partenariat Turquie-Afrique: une approche orientée vers le développement". ACTUALITE-NEWS.COM. 10 April 2020. Accessed 27 April 2020.

8. Mbabia, Oliver. "Ankara en Afrique : stratégies d'expansion". Outre-Terre, vol. 29, no. 3. 2011. Accessed 27 April 2020.

9. "Turquie-Afrique : un troisième sommet à la fin du mois d'avril". Jeune Afrique. 23 décembre 2019. Accessed 27 April 2020.

Au cours de ses quatre premières années à la présidence turque, il se rendra dans plus de 25 pays africains et accueillera une trentaine de chefs d'État africains en Turquie, y compris les chefs d'État du Soudan, du Sénégal, de Djibouti, de l'Égypte, de la Mauritanie, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Nigeria. Quelques jours après la décision du parlement turc d'approuver un déploiement militaire en Libye, début janvier 2020, le président turc avait entamé une tournée africaine, visitant le Sénégal, la Gambie et l'Algérie.

Offensive diplomatique turque en Afrique

Entre 2008 et 2018, la Turquie a presque quadruplé le nombre de ses ambassades et consulats sur le continent, avec 42 représentations à ce jour. Depuis les années 1990, les entreprises turques de construction auraient gagné plus de 10 milliards de dollars grâce à 223 projets menés en Afrique subsaharienne.¹⁰ Quant au secteur aérien, la densification du réseau de la compagnie nationale Turkish Airlines, qui dessert aujourd'hui plus de cinquante destinations sur le continent africain, a rapidement permis au pays de gagner une longueur d'avance sur ses concurrents. Les entreprises turques du BTP participent déjà à plusieurs projets d'envergure : Au Sénégal, des groupes turcs ont obtenu la gestion du nouvel aéroport international Blaise-Diagne de Dakar¹¹ et en Guinée, un contrat de concession a été signé entre le Port de Conakry et Alport Conakry SA¹² – une filiale de la société appartenant à la famille du ministre des Finances Turc et gendre du président, Berat Albayrak. Cette même société est, par ailleurs, en charge du port et de l'aéroport international de Mogadiscio, où elle récupère 45% des recettes du trafic.

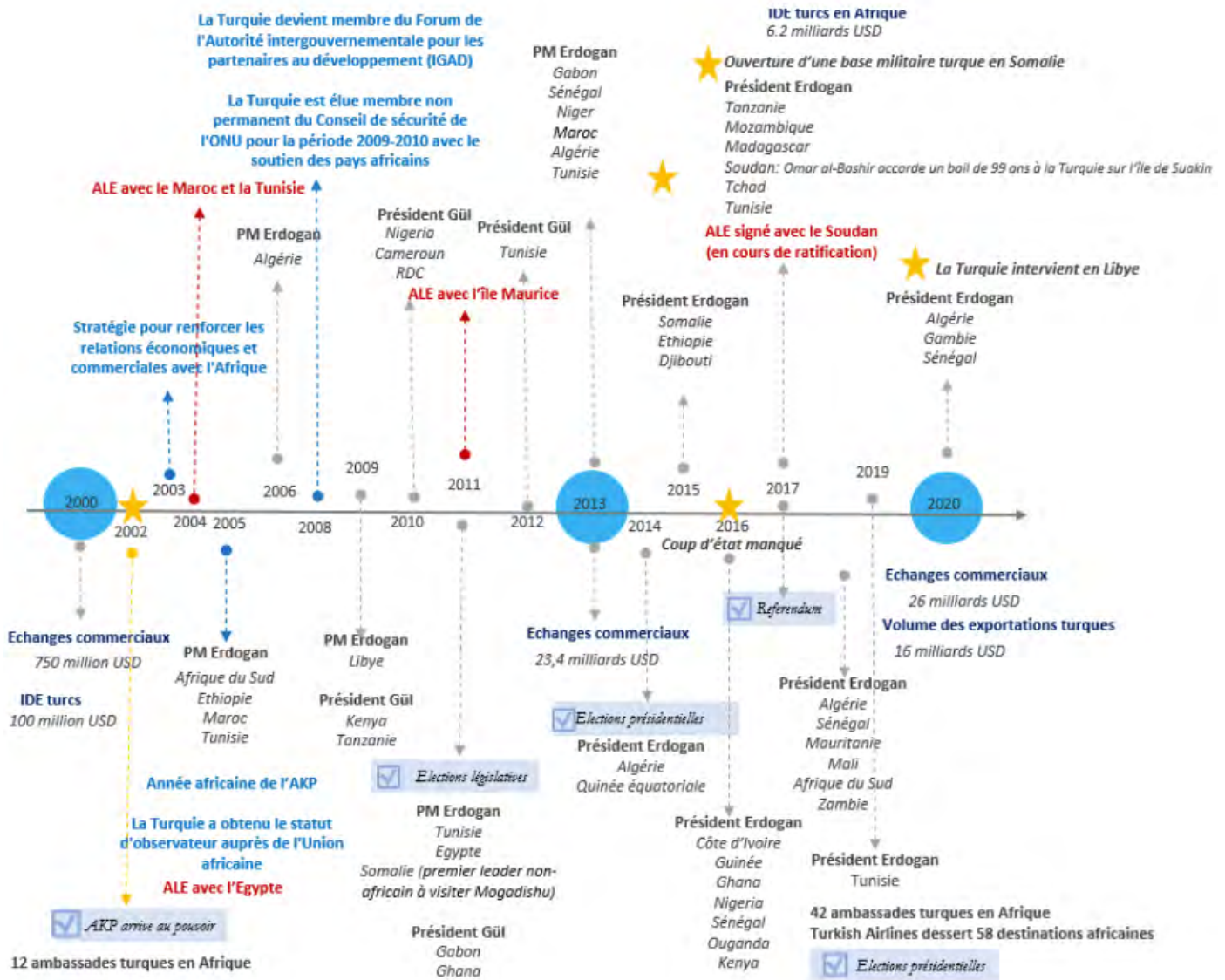
Dans de nombreux pays africains, le mouvement Güleniste (hizmet) s'était érigé en interlocuteur privilégié, initiant « une présence turque sous forme d'écoles privées », visant à former de nouvelles élites africaines.¹³ En 2015, le continent

10. Andersen, Mark. "Construction : comment Ankara pousse ses pions en Afrique". Jeune Afrique. 24 octobre 2016. Accessed 27 April 2020.

11. Petite, Simon. "La Turquie renforce ses positions en Afrique". Le Temps. 30 janvier 2020. Accessed 27 April 2020.

12. "Guinée : Transfert des employés du Port de Conakry à la société turque Albayrak". Afrique Panorama. 1 October 2019. Accessed 27 April 2020.

13. Balci, Bayram. "Les écoles de la mouvance Gülen en Afrique : Quel avenir après le coup d'État avorté en Turquie ?". Centre de Recherches Internationales de Sciences Po. October 2016. Accessed 27 April 2020.



Source : réalisé par l'auteure

N.B. : La Turquie bénéficie d'un Accord de Libre Echange (ALE) avec 4 pays africains : le Maroc, la Tunisie, l'Île Maurice et l'Egypte. Des accords avec le Ghana et le Soudan sont en cours d'approbation, tandis que des négociations d'ALE sont en cours avec la Libye, Djibouti, la République démocratique du Congo (RDC), le Cameroun, le Tchad, l'Algérie, et l'Afrique du Sud.

en comptait une centaine, avec une présence dans près de 40 pays africains.¹⁴ Mais la répression subie par le mouvement depuis 2013¹⁵ (et en particulier depuis la tentative de coup d'Etat de 2016) a représenté un tournant majeur. Avec la création de la Fondation Maarif, placée directement sous l'autorité du Premier ministre Binali Yıldırım, le gouvernement

turc a exercé une pression sans relâche pour reprendre le contrôle de ces écoles. Une vingtaine de pays auraient cédé aux demandes d'Ankara, en dépit de quelques résistances.

En parallèle, les signes de rapprochement envers les pays africains émanant des acteurs turcs n'ont cessé de se multiplier : tenue du Turkey Africa Construction Summit à Istanbul en septembre 2019 ; annonce de l'augmentation du nombre d'étudiants boursiers en provenance de Djibouti, ou encore l'appui au développement de plusieurs disciplines sportives au Gabon. Conformément à cette

14. Deveaux, Jacques. "Erdogan a obtenu la fin des écoles Gülen d'Afrique". *Francetvinfo*.

15. En 2013, un scandale avait éclaté pour une affaire de corruption visant des membres de l'AKP et proches d'Erdogan ouverte par des procureurs réputés proches du mouvement Gülen.

volonté d'engagement renforcé avec l'Afrique, le Parlement turc a adopté le 19 mars une loi prévoyant de multiplier par 5 la contribution de la Turquie à la BAD (d'environ 800 millions à 4 milliards de dollars). Cette augmentation devrait permettre à la Turquie de compenser les parts des autres pays ayant voté contre la décision de la BAD d'augmenter son capital de 125%, et de lui permettre de conserver son droit de vote au sein de l'institution.

La Turquie a ainsi pu se forger une image positive sur le continent, en promouvant une stratégie « gagnant-gagnant », grâce à un large éventail d'interventions humanitaires, d'aide au développement,¹⁶ et une rhétorique qui présente la Turquie comme une alternative crédible aux puissances émergentes traditionnelles des BRICS et aux anciennes puissances coloniales. L'exemple de la Somalie est emblématique. Ankara y a investi massivement après la famine de 2011, cultivé des liens sécuritaires et politiques étroits, lui permettant de saisir des opportunités économiques importantes pour des groupes proches du gouvernement turc¹⁷ et de gagner un avantage non négligeable face aux autres puissances régionales dans la Corne de l'Afrique. Soft Power religieux en tant qu'instrument politique et diplomatique.

Le Soft Power turc en Afrique repose, en partie, sur une diplomatie religieuse sophistiquée et ciblée, notamment grâce à l'institutionnalisation de l'Islam au sein de l'État turc et sa Direction des Affaires religieuses (Diyamet). En effet, Erdogan s'étant érigé en tant qu'héritier de l'Empire ottoman pour « donner un nouveau souffle » à l'essor de la civilisation musulmane, dénonce régulièrement la persécution des Musulmans de par le monde : la question palestinienne, les Rohingyas en Birmanie, l'adoption de la politique d'ouverture vis-à-vis des réfugiés syriens, plus récemment le sort des Ouïghours en Chine et des Musulmans au Cachemire, ou encore la dénonciation de l'interdiction du Sénat français du port du voile pour les accompagnatrices d'école en France.

Bien que la Somalie et le Soudan¹⁸ se soient révélés être

16. En 2018, la Turquie a fourni 8,6 milliards USD d'aide publique au développement (APD). La Somalie était le deuxième bénéficiaire de l'aide turque, après la Syrie. Source : Development Cooperation Profiles. OECD.

17. Altunışık, Meliha Benli. "Turkey's Humanitarian Diplomacy: The AKP Model." Chr. Michelsen Institute. 2019. Accessed 4 May 2020.

18. En juin 2019, la Humanitarian Relief Foundation (une ONG turque) a annoncé l'ouverture de cinq nouvelles mosquées au Soudan.

des cibles naturelles de la coopération religieuse turque en Afrique, « la diplomatie des écoles et des mosquées turques » – deux instruments clefs du pouvoir religieux de l'AKP – a également été déployée en Éthiopie, même si Ankara demeure relativement moins présente dans cette nation à prédominance orthodoxe. Diyanet construit également des mosquées et écoles dans plusieurs pays africains, y compris à Djibouti - où la plus grande mosquée d'Afrique de l'Est, entièrement financée par la Turquie et construite dans le plus pur style ottoman, a récemment été inaugurée¹⁹ mais aussi au Ghana, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Par ailleurs, la Turquie accueille depuis plusieurs années des étudiants africains dans des écoles d'imams et dans les facultés de théologie.

En parallèle, la Turquie continue de mettre la religion au service d'un positionnement géopolitique sur le continent, source de rivalité, notamment avec les monarchies du Golfe. A titre d'exemple, le pays a réuni plus de 50 chefs religieux musulmans africains à Istanbul en octobre 2019, parmi lesquels figuraient Sheikh Osmanu Nuhu Sharbutu (Chief Imam du Ghana) et Moumin Hassan Barreh Ministre des Affaires Musulmanes et de la Culture du Djibouti.

Conclusion

Plusieurs facteurs ont motivé l'engagement de la Turquie en Afrique, notamment la recherche de nouveaux débouchés économiques, le besoin d'assurer ses besoins énergétiques, et des motivations liées à son ambition internationale de s'imposer petit à petit en tant qu'acteur incontournable sur le continent.²⁰ Longtemps focalisée sur l'aide humanitaire, les échanges économiques et la diplomatie religieuse, l'influence de la Turquie en Afrique devra désormais compter, une dimension sanitaire, en plus de l'effort de guerre engagé en Libye qui n'a pas été bien reçu par les pays africains. Alors que le gouvernement turc fait face à de vives critiques pour sa gestion imprudente de la pandémie du Covid-19 et que l'économie du pays apparaît fragilisée, il deviendra de plus en plus difficile de justifier des dépenses à l'étranger face à des pressions internes croissantes. Le futur des relations turco-africaines semble plus qu'incertain.

19. Berlioux, Jérémie. "Turquie : vers l'Afrique et au-delà". Libération. 18 February 2019. Accessed 27 April 2020.

20. Mbatia, Oliver. "Ankara en Afrique : stratégies d'expansion". Outre-Terre, vol. 29, no. 3. 2011. Accessed 27 April 2020.

À propos de l'auteur, Maha Skah

Titulaire d'un Master en développement international de Sciences Po Paris et d'un Bachelor en relations internationales de l'Université Al Akhawayn,

Maha Skah travaille actuellement en tant que Spécialiste en Relations internationales au Policy Center for the New South, où elle s'intéresse à des problématiques liées au changement climatique et aux puissances émergentes. Elle a également été chargée de programme à Paris, en France, où elle était en charge des partenariats et collaborations stratégiques du Policy Center en France et en Europe. Entre 2015 et 2018, Maha Skah a travaillé à l'Organisation de coopération économique (OCDE) en tant qu'analyste en politiques publiques sur des sujets liés à la coopération pour le développement et la coopération triangulaire, la croissance verte et la gestion des risques de catastrophes naturelles. Elle a également effectué un stage de fin d'études au sein du cabinet de la Vice-Présidente et Envoyée Spéciale du Groupe de la Banque mondiale pour le changement climatique.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma